

SORTIR DE L'IMPASSE

Il y a un an, la fermeture arbitraire de la Télévision VIVA d'Andry Rajoelina par le régime de Marc Ravalomanana a été le déclic d'une crise dont l'issue ne cesse de s'éloigner. Les Malgaches sont-ils condamnés à ne pas s'entendre ?

Retrouver le *fanahy maha-olona*¹

Ces mois d'incertitude et de violence ont révélé des comportements qui seraient qualifiés d'inacceptables en d'autres temps et d'autres lieux. Qui aurait pu imaginer que des responsables politiques malgaches s'abaisseraient un jour jusqu'à préparer des attentats en vue de tuer leurs concitoyens, en toute bonne conscience ; qu'ils souhaiteraient voir s'abattre des sanctions internationales sur leur propre pays, en toute sérénité ; ou qu'ils laisseraient des compatriotes croupir à l'étranger, en toute indifférence, ce qui ne peut constituer une solution pérenne aux problèmes du pays ?

Dans le même temps, le partage du pouvoir est considéré comme une chose normale, tel un gâteau que quelques privilégiés s'estimeraient en droit de se répartir entre eux. On en arrive même à évoquer la possibilité d'une guerre civile, sans que personne ne proteste. Oui, des limites ont été dépassées, et il devient urgent de crier : « ça suffit » ! Car il y a des choses qu'un homme responsable ne dit pas et ne fait pas, si du moins il lui reste un minimum de respect de lui-même et de respect des valeurs humaines. Et pendant ce temps, le peuple vit dans la peur, la colère et le découragement...

Le recueil des textes du SeFaFi pour l'année 2008 s'intitulait : « A qui appartient l'Etat ? ». Plus que jamais, la question reste d'actualité. Elle suffit à montrer que la classe politique n'a ni éthique, ni sens du bien commun ni idéal. Au risque de paraître naïf et ringard, le SeFaFi se doit de rappeler une fois de plus que les hommes politiques sont au service de la nation et non pas de leurs ambitions personnelles et de leurs intérêts familiaux ou ethniques. S'il avait été

¹ Ce concept spécifiquement malgache (littéralement : « c'est l'esprit qui fait l'homme ») n'a pas d'équivalent en français. L'expression désigne « ce que nous sommes », « ce qui est la source de notre agir » ou l'équivalent de : « être homme, c'est être responsable ». Dans une lettre qui avait marqué son temps, la Conférence épiscopale attribuait les maux qui frappaient la société à la perte du *fanahy maha-olona* (« Le redressement de la nation », 29 novembre 1987, dans *Eglise et Société à Madagascar*, tome 3, Foi et Justice, Antananarivo, 1990, p. 215-220).

entendu, ces derniers ne seraient pas, aujourd'hui, l'objet de l'opprobre de leurs concitoyens, et la risée des autres pays.

Dans ses communiqués de 2009, le SeFaFi n'a cessé de revenir sur ces exigences essentielles, sans succès il faut le reconnaître. Quelques titres pour le rappeler: « *Les pratiques politiques* », « *La force ne résout pas les problèmes* », « *Pour un retour à la sagesse politique* », « *La société civile et sa fonction d'interpellation* », « *Quelle justice pour le présent et l'avenir ?* », « *La transition : rappel des vrais objectifs* ». Que cette insistance lasse ou agace, il est urgent de revenir aux valeurs fondamentales, qui relèvent à la fois de la culture malgache et des droits humains. Le SeFaFi en traitait ainsi, il y a peu :

« Les pires habitudes sont de retour : clientélisme, népotisme, corruption, etc. Des masses d'argent considérables, d'origine probablement douteuses, passent de main en main. Les abus de pouvoir sont quotidiens et le laisser-aller, général. L'usage abusif des deniers publics continue, alors que l'heure cf. devrait être à l'austérité. Où sont donc les valeurs qui avaient justifié le soulèvement populaire du début de l'année ? L'objectivité et le professionnalisme des médias, la fin des passe-droits, l'indépendance de la justice, la transparence dans l'utilisation de l'argent et des avantages en nature, tout cela n'aurait donc été que prétexte à prendre le pouvoir et à se servir ? »²

Légitimer le nouveau paysage politique : proposition du SeFaFi

Depuis plus de six mois, Madagascar est en quête de la formule magique qui mettrait tout le monde d'accord et permettrait de préparer les institutions fiables et les élections transparentes de la future IV^e République. Hélas, la classe politique va d'échec en échec. Ne trouvant pas de solution sur place, elle pense y arriver à l'extérieur, grâce à la communauté internationale. Et lorsque les réunions à l'extérieur n'aboutissent à rien, on prétend que la solution relève des seuls nationaux, et sur le territoire national ! Ces allées et venues prouvent bien que nos politiques sont définitivement incapables de s'entendre, et qu'il est vain de rêver d'un impossible consensus. Les acteurs ne sont décidément pas à la hauteur des enjeux nationaux de la crise.

Pour preuve, la réunion des trois mouvances, tenue à Maputo du 4 au 8 décembre, ne s'inscrit pas dans la continuité des précédentes (Maputo I et II, Addis-Abeba). La raison en est que ces réunions devaient être « consensuelles et inclusives » : ce fut le cas pour les trois premières, et non pas pour la dernière. Certes, l'objectif déclaré était de lever le blocage de la constitution du gouvernement de consensus. On peut estimer que les résolutions de la rencontre à trois constituent une remise en cause du fondement même des accords précédents. L'impasse qui en résulte est dramatique pour le pays.

A partir de là, le SeFaFi s'autorise à avancer une proposition susceptible de venir à bout de la crise. L'un des bienfaits que l'on peut mettre à l'actif de la réunion des trois mouvances à Maputo, est d'avoir effacé les frontières entre les quatre mouvances suscitées par la communauté internationale à Maputo I. Elle a clarifié le paysage politique, en faisant émerger deux pôles à la place des quatre mouvances : le pôle du changement, qui est celui du Président de la Transition, et le pôle des trois anciens Présidents.

L'expérience ayant montré que ces deux pôles sont incapables de travailler ensemble, il convient d'en revenir à l'instance qui les départagera, et confèrera à l'une d'elles la légitimité qui manque à toutes deux. Cette légitimation ne peut venir ni des politiques eux-mêmes, ni des forces armées, ni de la communauté internationale ; seule une consultation populaire est à même de les départager et, ainsi, de sortir la nation de l'impasse majeure dans laquelle elle a été mise

² « Garder le cap », 18 juillet 2009.

par ses politiques. Un référendum pourra être organisé après la saison des pluies ; il donnera aux citoyens de choisir entre les schémas de sortie de crise proposés par les deux pôles qui s'affrontent (objectifs et institutions de la transition, orientations constitutionnelles, échéancier pour une durée maximale d'un an, etc.).

En attendant cette échéance, le Président de la Transition et un Premier ministre de consensus formeront un gouvernement de large union nationale, composé de techniciens compétents, dans le délai impératif d'une semaine. Le Premier ministre et les membres du gouvernement devront s'engager à ne participer à aucune élection nationale et locale dans le cadre de la mise en place de la Quatrième République. Dans un souci d'éthique politique, le Président de la Transition devra démissionner avant la campagne électorale et s'abstenir de participer à toute inauguration officielle, s'il est candidat à l'élection présidentielle. Aidés dans leur tâche par une structure légère et efficace, ils s'engageront en priorité à préparer le référendum : mise à jour des listes électorales, révision ou élaboration d'un nouveau Code électoral et création par ordonnance d'un CENI (Comité Electoral National Indépendant) chargé d'organiser le scrutin. La loi de finances 2010 devra être adoptée par la même voie. Pour le reste, ce gouvernement transitoire gèrera les affaires courantes. Une chambre consultative pourra être mise sur pied, exclusivement composée d'éléments issus de la société civile, du secteur privé et des partenaires économiques et sociaux ; les personnalités retenues pour le Conseil Economique et Social pourraient en être les futurs membres. Les autres institutions continueront à fonctionner dans leur composition actuelle.

Enfin, le processus électoral sera mis sous surveillance de la communauté internationale, notamment de l'Union européenne. Le Groupe International de Contact pourra accompagner ce pouvoir, en lui garantissant une reconnaissance conditionnelle. Car il n'est de vraie légitimité que celle qui vient du peuple, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens répartis sur l'ensemble du territoire national.

Antananarivo, le 13 décembre 2009